

DROIT, ECONOMIE, GESTION

Master mention Droit parcours Droit économique européen et international

Droit



Niveau d'étude
visé
BAC +5



ECTS
120 crédits



Durée
2 ans



Composante
UFR de droit,
sciences
politiques et
sociales

Présentation

Il s'adresse aux étudiants qui ont une formation soit de privatistes, soit de publicistes, pour leur donner une formation complémentaire dans des domaines qui sont au croisement de plusieurs M1 de Droit privé ou de Droit public. Un mémoire ou un rapport de stage professionnel est intégré dans la formation. **Le Master 2 de Droit européen est également ouvert à la formation continue.**

Objectifs

Le Master fournit depuis de nombreuses années à ses étudiants une formation d'excellence dans le domaine du droit économique européen et international. Il s'agit d'apporter aux étudiants un solide bagage théorique et pratique afin de les préparer à intégrer la vie professionnelle, dans le domaine particulier du droit économique, droit qui, par nature, est internationalisé.

La spécificité du Master réside dans son caractère pluridisciplinaire, au croisement du droit privé et du droit public. L'activité économique se développe aujourd'hui au-delà des carcans académiques ; surtout au niveau international. Le Master vise donc à donner aux étudiants une vision complète et globale afin de leur préparer utilement à devenir les juristes de demain.

Savoir-faire et compétences

- Associer la maîtrise du droit privé et celle du droit public ;
- Articuler de sérieuses connaissances théoriques et une approche pratique et concrète des questions posées, avec des enseignants issus du monde académique et des praticiens renommés ;
- Acquérir la maîtrise des outils de travail modernes (bases de données, réseaux numériques...).

Admission

Conditions d'admission



Une campagne de candidatures en vue d'une intégration directe en M2 Droit Economique Européen et International peut être ouverte sous réserve des capacités d'accueil de la formation. Dans ce cas, peuvent déposer un dossier de candidature les étudiants ayant validé ou étant susceptibles de valider dans l'année en cours les deux premiers semestres d'un Master de Droit (Master1) ou à dominante juridique, un diplôme d'école de commerce ou de tout autre titre, diplôme ou grade apprécié comme équivalent (notamment grâce à la validation des acquis professionnels et à la validation des acquis de l'expérience ou au titre des dispositions prévues pour les étudiants étrangers). La sélection des candidatures est réalisée sur dossier et/ou entretien par le responsable du Master 2, qui propose les admissions directes dans le M2 au directeur de l'UFR qui les prononce.

Modalités de candidature

Candidatures en M2 : Plateforme « Eandidats »  <https://ecandidat.univ-paris13.fr/ecandidat/#!accueilView>

Et après

Poursuite d'études

Le master prépare essentiellement aux métiers pratiques du droit, dans le cadre européen et international : avocat, magistrat, juriste d'entreprise, cadre des institutions européennes et internationales... Les étudiants se destinant à une carrière académique peuvent également préparer un mémoire de recherche afin de se préparer à intégrer le monde universitaire.

Contacts

Contacts

Responsable pédagogique

Bernard Haftel

Secrétariat pédagogique

Samantha MAKENGO

 01 49 40 32 90

 m2deie.dsps@univ-paris13.fr

 Bureau H 211

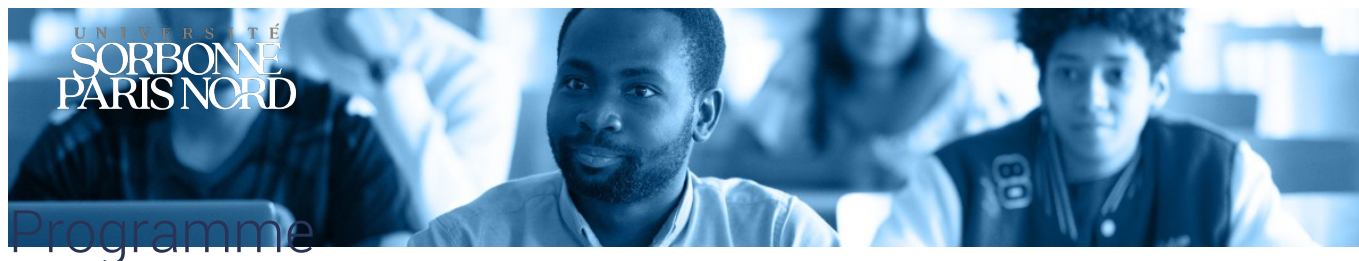
Responsable Formation continue

Contact formation continue

 01 49 40 37 64

 acc-cfc@univ-paris13.fr

 <http://www.fcu-paris13.fr/site/Home.html>



Organisation

Le diplôme dure deux ans, composés de quatre semestres de cours magistraux, séminaires, directions de recherches, élaboration de mémoire ou rapport de stage.

Une première année de Master I de droit privé général, droit public interne, européen et international ou droit des affaires.

La seconde année de Master II offre une spécialisation en droit économique européen et international et se conclut par un stage de fin d'étude ou un mémoire de recherche.

L'assiduité aux cours, conférences, séminaires et directions de recherches est obligatoire, sauf en cas de dispense accordée exceptionnellement par le responsable pédagogique du master 2.

La formation se conclut par un stage de fin d'études au sein d'une structure en lien avec l'objet du master (cabinet d'avocat, tribunal, entreprise, consulat, autorité administrative indépendante...).